

La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **1292** Prix : 3.000 FC

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, www.nyota.net

Récépissé n°MIN/CM/LMO/053/2015

Guerre dans l'Est

(Page 12)

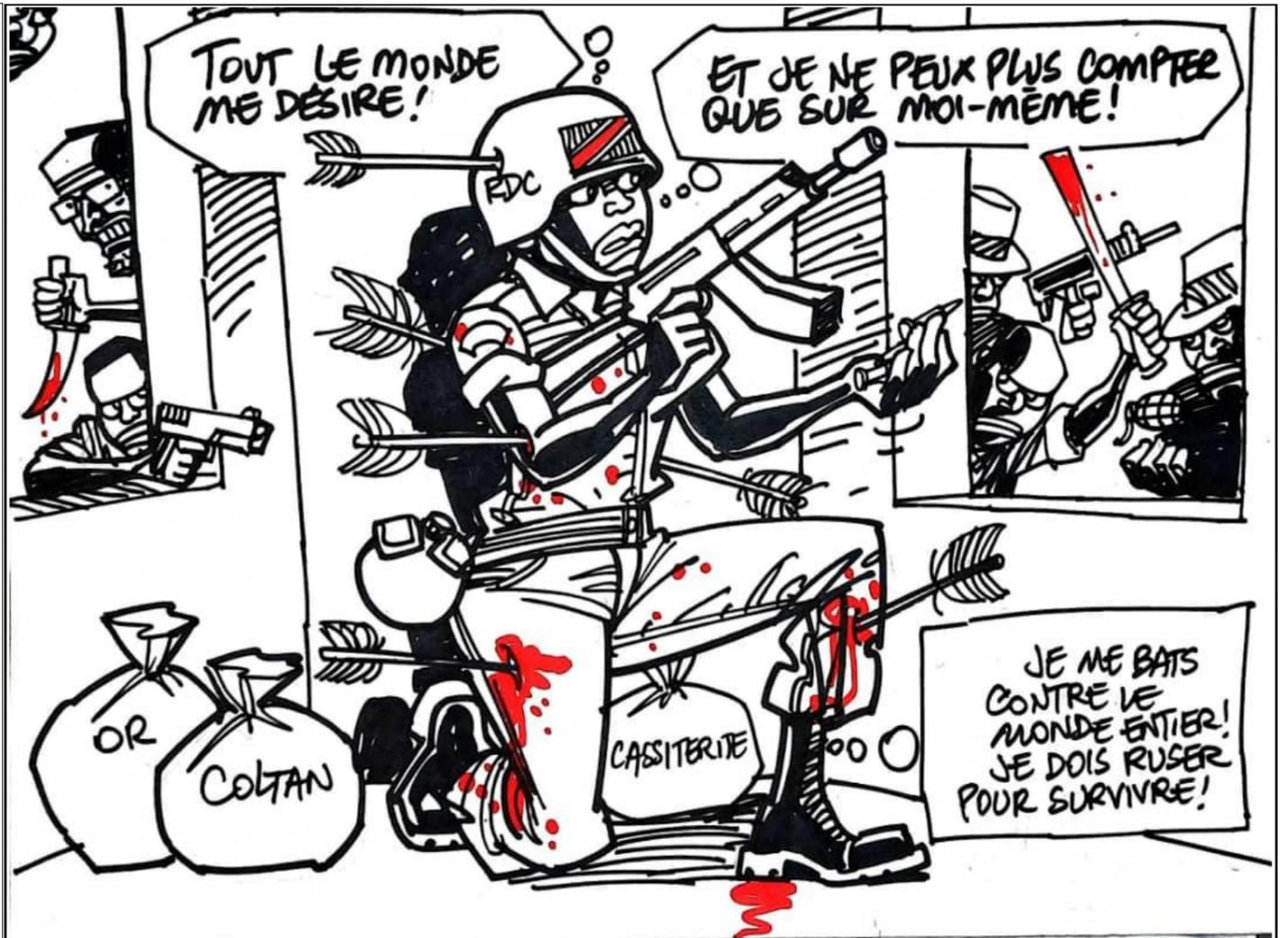
Le sort du Congo est scellé

Elections 2023

Le calendrier électoral attendu dans les deux prochains mois (P. 4)

Sommet de l'énergie USA-Afrique

La RDC brandit ses blocs pétroliers et gaziers aux investisseurs américains (P. 5)



Agression dans l'Est

L'unité autour de la défense passe pour l'arme nécessaire, selon C. Lutundula (Page 3)

Déploiement de la force régionale

Les matériels acheminés en RDC par l'Ouganda via Kasindi (Page 3)

Nyota TV

Retrouvez-nous sur 348 Canal+!

LINAFOOT

Le championnat démarre le 8 octobre (Page 11)

OHADA**Vers la mise en œuvre de la chambre commerciale au sein des cours d'appel**

Le directeur de cabinet de la ministre d'État de la justice et garde des Sceaux, Pélégie Ebeka entouré des experts participant à l'atelier
@Photo Droits tiers

Des experts de différents ministères réfléchissent sur l'opérationnalisation des chambres commerciales au sein des cours d'appel de la RDC. C'est dans le cadre de l'atelier de réflexion sur l'installation des chambres commerciales au sein des cours d'appel, ouvert ce jeudi 22 septembre à Kinshasa. Une initiative du ministère de la Justice avec l'appui de ses partenaires afin de permettre à la République démocratique du Congo (RDC) répondre aux normes exigées par le système OHADA dont fait partie le pays. En tant que pays membre de l'OHADA, la RDC doit mettre en place une série de réformes dont notamment la promotion de la magistrature économique à travers la création des chambres commerciales au sein des cours d'appel afin d'améliorer la sécurité juridique et judiciaire dans le monde des affaires.

Le directeur de cabinet de la ministre d'État de la Justice et garde des Sceaux, qui a ouvert ces assises de deux jours, a invité les participants à s'investir pendant ces deux jours pour permettre à la RDC de se mettre en ordre avec le traité OHADA dont elle partie prenante.

A l'instar des autres États parties au traité de

l'OHADA, la RDC est appelé à entamer des réformes dans son système judiciaire interne afin de garantir la sécurité juridique et judiciaire, gage d'attraction pour les investisseurs. Les décisions rendues par les juridictions internes en matière commerciale sont déferées en cassation, devant la Cour commune de justice et d'arbitrage (CCJA) qui examine en dernier ressort la manière dont le droit communautaire a été appliqué par les juridictions internes. Il va de la crédibilité de la RDC qu'au second degré, il y ait des juges qui rendent des décisions dans le strict respect du droit OHADA. D'où l'importance de cet atelier qui vise à susciter des réflexions sur les modalités de mise en œuvre de la chambre commerciale au sein des cours d'appel, a précisé maître Pélégie Ebeka, directeur de cabinet de la ministre d'État de la Justice et garde des Sceaux Rose MutomboKiese.

C'est depuis le 27 juin 2012 que la RDC a ratifié le Traité relatif à l'harmonisation en Afrique du Droit des affaires, OHADA. Le Document est entré en vigueur dans les deux mois qui ont suivi la ratification et le dépôt des instruments de ratification. L'article 10 du Traité pose le principe de la supranationalité des actes uniformes et de leur portée abrogatoire sur le droit interne des États parties.

Lydie Matadi

Face aux risques externe et interne**La BCC recommande le maintien de la coordination des actions de la politique budgétaire et monétaire**

Invitée à éclairer le Conseil des ministres lors de la réunion du 23 septembre 2022, sur la situation récente sur le marché des changes ainsi que des biens et services, la Gouverneuse de la Banque Centrale du Congo, Malangu Kabedi, a présenté brièvement et synthétiquement la conjoncture économique du pays.

D'après le compte-rendu du conseil des ministres, elle a commencé par indiquer que selon les prévisions du Fonds Monétaire International (FMI), la croissance mondiale devrait ralentir passant de 6,1% en 2021 à 3,2% l'année en cours.

Cette révision à la baisse reflète la fragilité de la conjoncture économique en Chine et aux États-Unis d'Amérique. Dans le contexte intérieur, le cadre macroéconomique de la République démocratique du Congo reste relativement stable, reflétant la poursuite de la coordination des actions au niveau de la politique budgétaire et de la politique monétaire.

Dans le secteur réel, sur la base des estimations à fin juin, la croissance est projetée à 7,1% pour 2022.

« Cette évolution est due notamment à la bonne performance des branches « Extraction » et « Transports et Télécommunication ». La croissance du PIB hors mines s'établirait à 4,7% en 2022 contre 4,5% en 2021. Cependant, les effets de l'inflation importée continuent à se faire sentir. Le taux d'inflation hebdomadaire s'est situé à 0,3% établissant le taux en glissement annuel à 11,3% contre une projection de 11% à fin décembre



2022 », indique ledit compte-rendu.

Au cours de la semaine sous revue, le marché de changes a été caractérisé par une stabilité relative sur ses deux segments. Cette dernière s'est traduite par des taux de 2012,99 CDF à l'indicatif et 2020 CDF au parallèle, consacrant ainsi une dépréciation de 0,05% sur le marché interbancaire et une stabilité sur le marché parallèle.

Face aux facteurs de risque externe et interne, la Gouverneuse de la Banque Centrale a fait quelques recommandations, notamment :

- Le maintien de la coordination des actions au niveau de la politique budgétaire et monétaire ;

- La vigilance accrue et le suivi rapproché par rapport aux facteurs de la liquidité bancaire au niveau de la Banque Centrale du Congo ;

- L'accélération de la mise en œuvre des mesures visant à renforcer la production locale et la diversification de l'économie ;

- L'exécution continue des réformes structurelles retenues dans le cadre du Programme Économique du Gouvernement appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) avec le Fonds Monétaire International (FMI).

Signalons par ailleurs que le Conseil des ministres a pris acte de ce Rapport.

Jephté Kitsita

Alerte**Qui veut déstabiliser la RDC via le conflit Yaka-Teke ?**

Le conflit qualifié d'interethnique opposant les peuples Yaka-Teke sur le sol de Kwamouth dans la province du Maïndombe, risque de laisser des séquelles incurables sur la peau de la République démocratique du Congo, si l'on n'y prête pas attention.

Les combats présentés récemment comme opposant les Yakas du Kwango à leurs frères autochtones de Maïndombe, ont fait état de plusieurs morts, des blessés parfois graves, d'incendies de villages et des déplacements des citoyens. Les médias et les réseaux sociaux ont montré des personnes décapitées, des ventres ouverts à la baïonnette et des maisons brûlées à la grenade ou à la poudre.

Des observateurs indépendants qui se sont rendus dans la contrée ont dégrainé des informations disant que certains décès portent des traces et des signes de tueries pratiquées par des personnes qui ne peuvent pas être recrutées dans les rangs tribaux Yaka ou Teke. Un enquêteur indépendant et non officiel au retour de Kwamouth a confié à CONGOPROFOND.NET que certains égorgements et décapitations ressemblent à des opérations clandestines pratiquées par des militaires formés d'origine à élucider.

Cet enquêteur anonyme qui se veut sérieux en veut pour preuve le grand soin mis dans les exécutions. Et le secret qui entoure ces carnages. « Des gens se retrouvent morts dans leurs maisons respectives et où les voisins n'ont entendu un coup de feu

ni un cri, cela laisse croire que ces assassinats sont l'œuvre de personnes rodées dans des opérations clandestines comme on le voit dans les romans d'espionnage... », a-t-il fait savoir.

Pour cette source, les paysans Yaka et Teke qui s'entraccusaient dans cette affaire ne seraient pas vrais auteurs de ce qui se passe dans la province de Maïndombe. L'autre hypothèse qui se présente à notre source est la prudence dont font preuve les autorités du pays mais surtout les autorités locales, qui, selon elle, attendraient de voir clair avant d'agir.

Quand on pose à notre source la question sur ses croyances, elle rétorque : « où seraient les bouviers installés dans le plateau du Kwango avec leurs vaches aux longues cornes ? ».

Peut-on, dès lors, supposer une infiltration à partir, justement, des éleveurs autrefois présentés comme « bouviers Mbororo » à la recherche des pâtures et qui ont disparu dans la nature ?

A suivre !

**Emile Yimbu/
CONGOPROFOND.NET**

Lubumbashi

Les 3 bébés chimpanzé kidnappés au jardin zoologique restent introuvables



Les 3 bébés kidnappés, depuis deux semaines, au jardin zoologique de Lubumbashi (Haut-Katanga) restent introuvables. Le fondateur de l'ONG « Jeunes Animaux Confisqués au Katanga », Franck Chantereau s'est indigné du vol de ces espèces protégées : « Il y a deux semaines vers trois heures du matin il y a des intrus qui se sont introduits dans le sanctuaire qui ont kidnappé trois bébés Chimpanzés. Immédiatement après on a reçu sur WhatsApp une heure après trois messages vocaux menaçants ma femme de mort, menaçant également de kidnapper mes enfants et ils nous ont envoyé une preuve, une vidéo pour nous montrer les chimpanzés qu'ils détenaient et ils nous demandaient une rançon immense de six chiffres ».

F r a n c k Chantereau a laissé entendre que c'est pour la première fois que des bébé chimpanzés soient pris en otage dans le jardin zoologique de Lubumbashi. L'ONG « Jeunes Animaux Confisqués au Katanga » travaille en partenariat avec l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN).

Agression dans l'Est

L'unité autour de la défense passe pour l'arme nécessaire, selon C. Lutundula



Le vice-Premier ministre, ministre en charge des Affaires étrangères, Christophe Lutundula est rassuré que face à l'agression Rwandaise, la RDC sortira vainqueur. Et cela grâce, selon lui, à une arme puissante, qui est « la mobilisation populaire, cette unité, cette union autour de la défense de l'intégrité nationale ».

Invité de la radio Top Congo FM, le jeudi 22 septembre 2022 en marge de la 77ème Assemblée générale des Nations Unies, il a expliqué que l'unité manifestée par les congolais autour de la défense de l'intégrité territoriale est un atout non négligeable pour la reconquête des localités occupées par les terroristes du M23 et leurs alliés dans le territoire de Rutshuru, au Nord-Kivu.

Pour soutenir son argumentaire, le Chef de la diplomatie RD congolaise s'est appuyé sur l'exemple du vietnam dans les années 60.

« C'est peut-être un petit élément. Mais regardez, dans les années 60, au Vietnam, il y avait la France, les Etats-Unis, et à l'époque, les Américains utilisaient déjà l'internet, mais le peuple vietnamien était déterminé et a administré un échec cuisant, et aux Français qui les ont colonisés, et aux Américains, avec le temps. Donc, la première arme, c'est cette unité, cette communion autour de la défense de la souveraineté, de l'intégrité, de l'indépendance de notre pays », a-t-il soutenu.

A ceux qui souhaitent que la RDC fasse la guerre au Rwanda ou lance une offensive militaire sur Bunagana, cette cité du Nord-Kivu occupée depuis près de 3 mois par les terroristes du M23, Christophe Lutundula les ras-

sure, « nous allons gagner ».

« Ne confondons pas précipitation et rapidité. Nous sommes sur le terrain, militaire. Il faut bien préparer les choses. Les 100 jours ne valent rien par rapport à la vie de nos compatriotes qui sont dans l'armée. Si on peut trouver une solution comme on avance maintenant, je ne suis pas pessimiste, mais je sais qu'on avance. Pourquoi demandez-vous à Tshisekedi, commandant suprême des FARDC de dire : Allez attaquer. Même si vous savez que vous allez gagner, vous ferez des blessés », a-t-il fait observer.

À la mobilisation, il a souligné qu'il faut ajouter les forces armées congolaises. « Les mêmes militaires congolais. Il y a des gens qui se battent depuis 20 ans et le président considère que nous n'avons pas chez nous un métier de soldat, ce qui signifie que lorsque vous y êtes toute votre vie vous allez la passer au front. Non. Les militaires sont des gens comme vous et moi. Il y a des moments d'engagement des opérations sur le terrain et il y a des moments de vie normale », a-t-il expliqué.

Point n'est besoin de rappeler que la cité frontalière de Bunagana est sous occupation du mouvement du 23 Mars depuis plus de 3 mois. Le Chef de l'Etat qui, dans son discours en marge de la 77e Assemblée générale de l'ONU, s'est basé sur le récent rapport des experts de l'ONU pour charger le Rwanda de parrainer le M23, a placé le Conseil de Sécurité devant ses responsabilités lui demandant d'examiner le rapport fourni par ses propres experts sur l'implication avérée de Kigali dans la dégradation de la situation sécuritaire dans l'Est.

Première retombée diplomatique: la trilatérale Tshisekedi, Kagame et Macron à New-York

Au lendemain de ce discours, les présidents Tshisekedi et Kagame se sont entretenus autour du président français Emmanuel Macron qui assure aussi la présidence du Conseil de Sécurité de l'ONU, sur la situation sécuritaire préoccupante de l'Est de la RDC.

Selon Élysée, les trois chefs d'Etat ont marqué leur préoccupation face à la recrudescence des violences dans l'est de la République démocratique du Congo et leur résolution à apporter une réponse régionale et coordonnée à la menace portée par les groupes armés terroristes dans la région.

Afin de réunir les conditions d'un dialogue franc et constructif, nécessaire à la relance de la coopération entre les pays de la région et conformément au processus de Luanda, ils sont convenus d'agir de concert pour obtenir au plus vite le retrait du M23 de toutes les localités occupées et le retour des déplacés de guerre de ces localités à leur domicile, avec l'appui des Nations unies et de leurs partenaires de l'Union africaine, de la Communauté de l'Afrique de l'Est et de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL).

Dominique Malala/Politico.cd

Déploiement de la force régionale

Les matériels acheminés en RDC par l'Ouganda via Kasindi

La Force Régionale des Pays d'Afrique de l'Est compte dorénavant lancer ses activités militaires dans l'Est de la République Démocratique du Congo, afin d'éradiquer les groupes armés locaux et étrangers qui tourmentent, pillent et tuent, depuis plusieurs années, la population de ce coin du pays.

Déjà, les pays concernés déploient leurs contingents dans le Kivu. C'est le cas du Burundi et de l'Ouganda. Outre ces renforts en hommes venant appuyer les

des terroristes du M23, soutenus par le Rwanda.

Mercredi, le président Félix Tshisekedi, dans son discours à la tribune de l'Assemblée Générale des Nations-Unies à New-York, a sans ambages, évoqué des questions

essentielles touchant spécifiquement la propagation du terrorisme dans le monde, dont la République Démocratique du Congo, à travers les agressions de tout genre, est victime, notamment de la part du Rwanda, directement ou par le M23 inter-



forces armées congolaises, le gouvernement congolais annonce que la force régionale a débuté un processus de déploiement des matériels en provenance de l'Ouganda via la cité de Kasindi, depuis le 19 septembre dernier. Annonce faite par le Ministre de la Défense Nationale et Anciens Combattants, Gilbert Kabanda, au cours de la soixante-dixième réunion du conseil des ministres, tenu vendredi 23 septembre 2022.

« Venant en appui à nos Forces Armées de la République Démocratique du Congo pour éradiquer cette insécurité, la Force Régionale d'Afrique de l'Est procède, depuis le 19 septembre 2022, au déploiement des matériels en provenance de l'Ouganda via la frontière de Kasindi », a-t-on lu dans le compte-rendu, parvenu samedi, à POLITICO.CD

En même temps, Gilbert Kabanda, a souligné, à ses collègues, que les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) poursuivent leurs opérations militaires dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu pour mettre fin à l'activisme des groupes armés et

posé. Les ADF n'ont pas également été épargnés par les cris qualifiés des « vérités » par le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi.

À cette même occasion, Tshisekedi a révélé à l'opinion que les contingents de la force Kényane vont entrer en RDC par la porte de Bunagana, une cité frontalière de l'Ouganda, occupée depuis plus de deux mois par les terroristes du M23.

Cependant, la question de la participation du Rwanda dans ces opérations régionales demeure pendante. Accusé de financer les M23, Kigali réfute toujours et rassure de sa détermination à accompagner la RDC à restaurer la paix dans l'Est. À New-York, le président français, Emmanuel Macron, a joué les bons offices entre Tshisekedi et Kagame, qui se montraient à coûteux tirés depuis l'escalade des tensions au Nord-Kivu.

Serge Sindani

Répression de leur marche

Les médecins exigent des excuses publiques du ministère de l'Intérieur



Les médecins de Kinshasa demandent des excuses publiques du ministère de l'Intérieur. Le Conseil urbain de l'ordre des médecins (CUOM) a désapprouvé jeudi 22 septembre lors d'une conférence de presse à son siège, les dérapages jugés «inadmissibles» de la police. Le président du CUOM, docteur Elvis Bula a rappelé que «marcher pour réclamer un droit est constitutionnel. Il est repris d'ailleurs, a-t-il fait savoir, à l'article 26 de la Constitution». Il a évoqué aussi l'article 23 sur les droits et devoirs du méde-

cin, lesquels lui donnent aussi la liberté de refuser les soins à un malade. Voilà pourquoi les médecins exigent des excuses publiques de la part du ministère de l'Intérieur pour réparer «ce qu'ils qualifient de dérapages graves enregistrés mercredi 22 septembre lors de la marche de protestation organisée par les professionnels de santé». Pour les protestataires, les policiers, auteurs des actes de dérapages et d'agressivité à l'endroit des médecins, doivent être sanctionnés. «Les droits de manifestation pu-

blique sont parmi les droits civiques et politiques garantis par les articles compris entre 11 et 33 de la Constitution.» Nous rejetons en bloc les propos qui circulent dans un communiqué prétendument attribué à la police, lesquels félicitent le professionnalisme des forces de l'ordre puisque les images témoignent qu'il y a eu atrocités et bavures policières à l'endroit des médecins.

De ce fait, l'ordre demande également au ministère de l'Intérieur, des sanctions exemplaires à l'endroit des agents bien identifiés de la police avec réparation des préjudices causés. Aux médecins, la direction

de leur corporation leur demande «d'être en alerte et de dénoncer toute sorte de provocation de la police quel que soit l'endroit où vous vous trouvez», a insisté le président du CUOM, Dr Elvis Bula.

Les médecins des services publics et tous les syndicats du secteur, toutes tendances confondues, étaient dans la rue mercredi 21 septembre pour exiger la prise en compte par l'État de leurs desiderata. Le mouvement a été malheureusement étouffé par la police. Mais des heurts violents ont été signalés entre policiers manifestants.

Que réclament réellement les blouses blanches

Les professionnels de santé voulaient exprimer leur mécontentement face au silence du gouvernement concernant l'accord sur l'amélioration de leurs conditions socio-professionnelles. Ils réclament premièrement le réajustement de la prime de risque qui environne les 700\$. Il y a aussi la mécanisation des médecins, principalement ceux qui prestent en provinces car la majorité d'entre eux ne touchent ni prime, ni salaire alors qu'ils évoluent dans les hôpitaux publics. Les médecins réclament en troisième lieu la prise en compte par l'État, des rubriques logement et transport, dans la fiche de rémunération du médecin des services publics, tel que convenu avec le gouvernement.

En juin dernier, un comité multisectoriel, réunissant le gouvernement et les bancs syndicaux du secteur de santé, avait travaillé

pour harmoniser l'enveloppe salariale et l'alignement de la prime de risque des médecins, infirmiers, administratifs et autres professionnels du secteur de santé des services publics. Ses assises s'étaient clôturées sur une note de satisfaction. Depuis lors, les médecins attendent en vain la concrétisation de toutes les décisions prises lors de cette rencontre.

Autre réclamation, il s'agit de la notification des médecins congolais récemment nommés par l'État car, à ce jour, ces derniers n'ont jamais reçu de correspondance individuelle les notifiant sur leur statut de médecin. En effet, il y a environ un mois, 842 médecins avaient été nommés par ordonnance aux différents échelons.

Lydie Matadi

Elections 2023

Le calendrier électoral attendu dans les deux prochains mois

Le Président de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), Denis Kadima a présidé, ce samedi 24 septembre au Palais du peuple, un cadre de concertation avec les partis politiques pour faire le point sur les activités de la centrale électorale et celles à venir dans le but d'organiser les scrutins dans le délai constitutionnel.



Il a présenté de manière brève les actions entreprises par la CENI en l'occurrence le test grandeur nature des kits d'enregistrement des électeurs de la récente acquisition auprès de MiruSystems fournisseur de ce matériel testé sur les quatre sites choisis : deux au Kongo-Central (Luozi et Mbanza-Ngungu) et deux à Kinshasa (Lingwala et Maluku).

Selon lui, l'objectif de ce test est de jauger les fonctionnalités de ce kit au regard de diverses innovations apportées notamment dans la prise des empreintes digitales et de l'iris. Cependant, dit-il, l'opération proprement dite d'identification et d'enrôlement des électeurs est prévue en décembre 2022 et durera au maximum trois mois.

Dans la foulée, Denis Kadima a laissé entendre qu'il serait difficile pour son bureau de donner une date en rapport avec la publication du calendrier électoral. Néanmoins, indique-t-il, le calendrier va sortir dans les deux mois qui vont suivre, « mais donner avec précision pour l'instant est vraiment impossible ».

A cet effet, il a fait savoir que beaucoup de paramètres qui concourent à la publication de ce calendrier échappent au contrôle de la CENI, avec la feuille de route publiée, les politiques peuvent se faire une idée sur l'état d'avancement du processus en cours.

« J'aimerais vous présenter nos activités en cours. D'abord l'opération de l'actualisation de la cartographie. La collecte des données a permis d'améliorer les conditions d'accès des électeurs aux centres d'inscription. Désormais, chaque électeur devra parcourir pas plus de 10 km au maximum de son lieu de résidence et il en sera de même le jour du scrutin. La CENI a tenu compte de beaucoup de critères (poids démographique, accessibilité, conflits inter-communautaires et obstacles naturels...). Ainsi, nous passons de 17 783 centres d'inscription à 22 271 pour ce cycle électoral et nous sommes en train de travailler sur un certain nombre de détails. Mais cela ne nous a pas empêchés de déclencher déjà le processus de la révision du fichier électoral. Le marché d'acquisition des kits d'enregistrement et des services connexes a été attribué, après avis de conformité de l'Agence de régulation des marchés publics (ARMP), à l'entreprise sud-coréenne MiruSystems », a expliqué Denis Kadima aux partis et regroupements politiques.

Le numéro un de la Centrale électorale a dit toute la volonté de son équipe à ne pas faillir à la mission lui confiée.

« La CENI a réceptionné un spécimen de ce matériel destiné aux tests grandeur nature. Les sites choisis étaient Luozi et Mbanza-Ngungu (Kongo Central) dont la phase est bouclée et les communes de Lingwala et Maluku qui devrait prendre fin ce jour. Ces tests nous permettront de confirmer la conformité du matériel proposé en rapport avec les exigences de la Ceni. Il fallait donc s'assurer de sa fonctionnalité en situation réelle d'exploitation et d'apprécier le temps d'identification

d'un électeur pour en déduire celui d'enrôlement de la population électorale. Un engouement s'est manifesté et pour ce qui est de la participation des Congolais résidents à l'étranger, quelques membres du bureau de la Ceni ont démarré une série de missions de repérage dans les pays concernés (Afrique du Sud, Belgique, France, Canada et les États-Unis). Cela nous permettra d'organiser efficacement, sur la base des informations reçues, les inscriptions des électeurs et par la suite le vote. Je réaffirme la volonté de mon équipe et moi de ne ménager aucun

effort pour organiser les élections générales l'an prochain, en dépit des contraintes maintes fois soulevées et nous restons ouverts en vue d'améliorer, autant que faire se peut, le processus électoral», a-t-il déclaré.

Et pour clore : « les contraintes financières, voire sécuritaires et bien d'autres questions en lien avec l'organisation des élections programmées en 2023 figuraient en bonne place des instants d'interaction ».

Christian Okende

Troisième conférence des techniciens sur les displays

Possibilité d'un mémorandum à l'Assemblée nationale

Continuant sa série de conférences, Me Young Léonard Viminde s'est penché sur les displays et leurs panes avec accent sur les signaux représentés en CLK1, CLK2, CLK3 et CLK4. Ce, lors de la troisième et avant dernière. Il a également axé sa conférence sur les accidents de coupure et les symboles FBL ou FEED BACK et FBR ou feed back de retour, DC-DC EN qui sont, dit-il, des circuits intégrés gérant les tensions, VCC comme tension d'alimentation. Il a expliqué que les CKV1 =CLK1=HC1



CKV1 =CLK1 =HC1 CKV2= CLK2 =HC2 CKVB1= CLK3 =HC3 CKVB2 = CLK4 = HC4 qui sont des symboles des displays. Pour mieux faire, il a suggéré la possibilité de déposer un mémorandum à l'assemblée nationale sur la modification de la technologie évoquée par ladite institution, car les techniciens ont le devoir de créer, innover dans l'unité. Ce mémorandum les aidera ainsi à conquérir un espace comme experts techniciens.

Basile Mangebe

Projet du budget 2023

Les recettes internes enregistrent un taux d'accroissement de 47%



Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) prévoit de mobiliser les recettes internes à hauteur de 21 386,8 milliards de Francs congolais (CDF) dans le cadre du budget de l'exercice budgétaire 2023 contre 14 755,9 milliards de CDF visés en 2022.

Ces recettes internes du budget du pouvoir central enregistrent un taux d'accroissement de l'ordre de 47% par rapport à l'année dernière.

Notons que les recettes du projet du budget général 2023 comprennent les recettes internes de l'ordre de 21 686,8 milliards de Francs congolais (CDF) et les recettes extérieures projetées à 6 300,0 milliards de Francs congolais (CDF), représentant respectivement 77,5% et 22,5% du budget général.

Les recettes du budget général déposé à l'Assemblée nationale sont chiffrées à hauteur de 27 986,8 mil-

liards de Francs congolais (CDF), soit 14,6 milliards de dollars américains (USD).

Hormis les recettes du budget général de l'ordre de 27 986,8 milliards de Francs congolais (CDF), le Gouverne-

ment prévoit également des recettes des budgets annexes évaluées à 359,5 milliards de Francs congolais (CDF) et des recettes des comptes spéciaux de l'ordre de 1 174,6 milliards de Francs congolais (CDF).

Quant aux recettes courantes, elles ont enregistré un accroissement de 44,9% par rapport à la Loi de 2022 situées à 14 755,9 milliards de Francs congolais (CDF).

Présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, le projet du budget du Pouvoir central pour l'exercice 2023 est chiffré à 29 520,9 milliards de Francs congolais (CDF) soit 14,6 milliards USD.

Le projet de budget 2023 enregistre un taux d'accroissement de 32,7% par rapport à la Loi de Finances de l'exercice 2022 chiffrée à 22 253,0 milliards de Francs congolais (CDF), soit 10,7 milliards de dollars américains (USD).

Mitterrand Masamuna

Sommet de l'énergie USA-Afrique La RDC brandit ses blocs pétroliers et gaziers aux investisseurs américains

Devant plusieurs investisseurs américains du secteur pétrolier, le Ministre des Hydrocarbures de la République Démocratique du Congo (RDC), Didier Budimbu, a présenté les opportunités des appels d'offres des blocs pétroliers et gaziers dont dispose son pays lancés les 27 et 28 juillet 2022. C'était au cours du sommet de l'énergie entre les Etats-Unis d'Amérique et le continent africain qui se tient à Houston, une ville de l'Etat du Texas aux Etats-Unis d'Amérique.

L'objectif de ces assises de deux jours est de discuter de l'avenir de l'exploitation de l'or noir sur le continent africain dans le cadre du sommet Houston Africaenergy.

La première journée de cette table ronde était axée sur l'avenir de l'énergie mondiale en Afrique avec la

construction des infrastructures énergétiques du continent, mais aussi la possibilité d'y investir.

Bien plus, l'idée est celle d'établir des joint-ventures entre les pays africains et certaines des principales entreprises énergétiques mondiales œuvrant dans le périmètre de Houston.

Ce, dans le souci de réaliser un véritable investissement dans l'avenir énergétique de l'Afrique.

Plusieurs investisseurs de renommée internationale ont participé à cette grand-messe notamment Chevron, ExxonMobil, Kosmos, ConocoPhillips, CenterPoint, Shell, Calpine, Vaalco, KBR, Schlumberger, Halliburton, Baker Hughes, Shamaran et Air Liquid, ainsi que PortHouston, EXIM Bank, Université de Houston et Greater Houston Partnership.

Réjoui de la pertinence des échanges,



Le Maire de Houston avait des bonnes raisons de penser que « ce sommet tient bien évidemment à établir des relations et des partenariats entre les pays africains et certaines principales sociétés énergétiques mondiales ». La démarche étant bien claire : réaliser un véritable investissement dans l'avenir énergétique de l'Afrique.

Près de 18 nations africaines prennent part à ce sommet à travers leurs représentants, essentiellement membres de Gouvernement, outre de la RDC, le Botswana, le Burundi, le Congo Brazzaville, l'Éthiopie, la Guinée équatoriale, la Gambie, le Ghana, le Madagascar, le Malawi, la Namibie, le Niger (à la fois du Pétrole et de l'Énergie), le Sénégal, le Soudan du Sud, la Tanzanie, l'Ouganda et le Zimbabwe.

La République Démocratique du Congo (RDC) compte parmi les pays dotés d'un potentiel considérable en matière de pétrole et gaz encore sous exploité. Ses ressources pétrolières brutes sont évaluées à plus de 22 milliards de barils de pétrole et 66 milliards de normes mètres cube de gaz situés dans le lac Kivu.

Mitterrand Masamuna

Kinshasa

Une délégation de l'IITA visite la base agricole de Mongata



Une délégation composée du Conseiller du Ministre des Finances en charge de suivi des projets et programmes financés par le Gouvernement et des membres du staff de l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA) a visité dernièrement la base agricole de Mongata dans la commune de Maluku à la frontière avec la province du Bandundu. Ce, dans le cadre du Programme « Agenda de la Transformation Agricole de la République Démocratique du Congo » (ATA-RDC).

Cette visite avait pour objectif principal de palper les interventions menées par le Gouvernement à travers Bio Agro Business (BAB) avec l'assistance technique de l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA).

M. Zoumana Bamba, Directeur régional pour l'Afrique Centrale de l'IITA et Représentant résident en RDC, les membres du staff de IITA présents ainsi que les partenaires de BAB ont commencé cette randonnée par le champ semencier du manioc, l'usine de transformation et le champ de production.

Le Conseiller du Ministre des Finances, Ben Ilunga, et certains membres du cabinet du Ministre ont pu se rendre compte de l'évolution des travaux.

En effet, l'usine de la Base agricole de Mongata enregistre une production journalière de 2,5 tonnes de farine panifia-

ble de manioc grâce à la technologie offerte par l'IITA. Aussi, l'usine de transformation pour la fabrication de la farine fermentée de manioc dite « fufu » est en cours d'établissement dont les essais de production sont prévus pour le mois d'octobre 2022.

A ce stade, 150 ha sont préparés sur une superficie totale de 250 ha afin de planter le manioc d'ici à la première semaine du mois d'octobre.

Quant au champ semencier, il est mesuré à 5 ha sur une superficie prévue d'ici la fin de l'année à 10 ha.

Il faudrait noter que la délégation a également échangé sur l'impact du Programme ATA-RDC sur les revenus de petits exploitants agricoles et la vision du secteur agricole en tant que business telle que prônée par le programme ATA-RDC.

Rappelons que le Programme « Agenda de la Transformation Agricole de la République Démocratique du Congo » (ATA-RDC) est une initiative du Chef de l'Etat congolais, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Elle a été mise en oeuvre par le Ministère de l'Agriculture avec l'assistance technique de IITA.

Ce programme a pour but d'améliorer les efforts dans le secteur agricole considéré comme un secteur générateur des richesses et créateur d'emplois. Il prend en compte un grand nombre d'aspects en termes de chaînes de valeurs des cultures vivrières et pérennes, mais aussi en termes d'infrastructures.

L'IITA a été choisi comme partenaire d'assistance compte tenu de son expérience dans d'autres pays, comme en République Démocratique du Congo (RDC).

Nadine Fula

L'ARSP et la FEC en quête de bonne gestion de la sous-traitance

L'autorité de régulation de la sous-traitance dans le secteur privé et la fédération des entreprises du Congo ont lancé le mercredi 21 septembre 2022, les travaux d'élaboration des guides sectoriels des activités de la sous-traitance. L'objectif poursuivi par l'Arsp est de faciliter l'application de cette loi et ses mesures d'application.

Pour le directeur général de l'ARSP, Ahmed KalejNkand, cette activité témoigne des efforts consentis par le gouvernement de la RDC dans la promotion de l'entrepreneuriat particulièrement dans le secteur privé grâce à la loi n 17 / 001 du 8 février 2017 relative à la sous-traitance.

Ahmed KalejNkand a salué l'implication du ministre de tutelle dans la mise en application de cette loi qui appuie la main d'œuvre locale dans la sous-traitance, de même pour le chef de l'Etat qui accorde une attention particulière au secteur des PME avec la signature de deux ordonnances lois visant la promotion de l'entrepreneuriat, des startups et de l'artisanat.

Aux participants à ces travaux, le DG de l'ARSP a exhorté les experts à veiller à ce que les principes fixés par la loi et les mesures d'application puissent constituer un fil conducteur dans l'élaboration de ces guides sectoriels.

Du côté FEC représentée par le directeur en charge des PME, Felly SAMUNA, ce patronat réitère son engagement à travailler dans le strict respect de cette loi comme le stipule le législateur congolais.

Ces travaux sont soutenus par le ministère de l'entrepreneuriat qui tient à l'émergence d'une classe moyenne en RDC. Le ministre de tutelle

était représentée par son directeur de cabinet,



Justin Magala. Ce dernier a salué cette belle initiative qui permet la mise en place des politiques incitatives favorables à la création des richesses. Il a également appelé les participants à cet exercice avec plus d'assiduité pour la croissance des secteurs clés de l'écosystème entrepreneurial congolais.

Rappelons que la cérémonie de lancement de ces travaux a connu la participation des plusieurs personnalités dont le directeur de cabinet du ministère de l'entrepreneuriat, PME Justin Magala, représentant du ministre d'Etat de l'entrepreneuriat; le PCA de l'ARSP; le DGA de l'ARSP, Alain BUSSY; Felly SAMUNA directeur en charge de PME à la FEC; les experts des ministères concernés et ceux de différents secteurs (l'industrie, l'importation, la télécommunication, la pharmacie, des hydrocarbures et du transport).

Les résultats de ces travaux permettront à l'ARSP d'initier des ébauches des guides sectoriels pour d'autres domaines en vue d'obtenir la mise en œuvre de la loi sur la sous-traitance et ses mesures d'application.

Signalons que ces travaux se tiennent du 21 au 28 septembre 2022.

Nadine Fula

Ituri

Quatre villages au bord du Lac Albert envahis par des assaillants CODECO



Quatre villages de la chefferie de Bahema-Nord dans le territoire de Djugu (Ituri) se sont vidés de leurs habitants. Ces entités lacustres sont envahies par des miliciens de la CODECO depuis quelques semaines.

Il s'agit des localités Cafee, Mbogi, Soba et Lulu dans le groupement Lonsandrema. Les habitants de ces entités ont fui vers d'autres localités au bord du lac, notamment Nyamamba et Joo, où il y

a une présence des FARDC.

Selon le chef de cette entité qui le rapporte ce samedi 24 septembre, ces rebelles commettent des « actes de sabotage : ils ont enlevé des portes, fenêtres et tôles de maisons et même de l'hôpital de la localité voisine de Nyamamba ».

Des biens de pêcheurs, notamment du poisson et des pirogues, ont été pillés.

Ils ont aussi commis des actes inhumains contre les habitants qui y sont restés.

L'autorité coutumière plaide pour la restauration de l'autorité de l'Etat dans le territoire de Djugu pour permettre le retour des déplacés qui vivent dans des conditions précaires dans leurs lieux de refuge.

Selon des sources locales, l'objectif de ces miliciens est de renforcer leurs effectifs dans ces quatre villages.

L'armée ne s'est pas encore prononcée sur le sujet.

Kwango

La mort poursuit les déplacés de Kwamouth

Deux enfants déplacés de Kwamouth (Mai-Ndombe) sont morts, cette semaine, au village Mongata (Kwango) à la suite de mauvaises conditions de vie.

La société civile locale a livré cette information, vendredi 23 septembre, à Radio Okapi.

Le premier vice-président de cette structure, Symphorien Kwengo regrette que ces déplacés ne soient toujours assistés :

« Deux enfants de moins de 10 ans sont morts de malnutrition parmi les déplacés qui sont à Mongata étant donné qu'ils sont en train de vivre dans des conditions inhumaines, des conditions précaires qu'on ne peut pas accepter. Alors que le nombre de déplacés ne fait que galoper ».

Symphorien Kwengo a ainsi appelé à l'intervention du gouvernement congolais et de ses partenaires humanitaires afin d'aider ces populations.

« Les déplacés nous chargent alors de porter leurs desideratas au gouverne-



ment de la République, aux ONG humanitaires et aux hommes et femmes de bonne volonté pour une assistance humanitaire urgente », a ajouté le vice-président de la société civile de Kwango.

Il a en outre précisé que ces déplacés ont besoin de l'assistance alimentaire, médicale et scolaire.

Symphorien Kwengo souhaite que des centres d'hébergement de transit soient érigés pour ces déplacés à Mongata, Kenge et Kolokoso.

Nord-Kivu

Plus de 300 écoles inaccessibles aux activités éducatives en 8 mois

Environ 324 écoles du Nord-Kivu ne sont pas accessibles aux activités éducatives, depuis janvier dernier, selon un rapport du Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Ce document a attesté, vendredi 23 septembre, que cette situation a affecté la scolarité d'environ 100 000 enfants de cette contrée du pays.

Leurs écoles ont été soit détruites pendant les combats ou endommagées par les catastrophes naturelles et dans tous les cas occupés par des groupes



armés.

En plus, ces établissements scolaires sont généralement squattés par des déplacés, ou alors fermés en raison de déplacements prolongés des populations.

Au moins 141 de ces écoles ont été affectées, depuis mars dernier, à la suite des combats entre les FARDC et le M23 dans le territoire de Rutshuru depuis le mois de mars dernier.

Ce rapport de OCHA est publié 3 semaines après que le directeur provincial ai de l'EPST Nord-Kivu 1 avait choisi des écoles, devant accueillir des milliers d'élèves déplacés de Rutshuru.

Béni

3 corps en décomposition découverts à Ruwenzori



Il s'agit des corps de civils portés disparus il y a plus de deux mois dans la localité de Masambo, rapporte à 7SUR7.CD la société civile locale dans un entretien téléphonique.

" Ce vendredi, 3 corps sans vie ont été retrouvés dans le village Ngingi se trouvant à plus de 8 kilomètres de Masambo centre. Il s'agit d'une fille et deux hommes

qui ont été découverts dans la brousse par les habitants. Ils seront enterrés ce samedi dans la même zone ", a fait savoir KambaleWanzambo, vice-président de la société civile de Masambo.

Ce défenseur des droits humains appelle la population à la vigilance.

" La population doit rester vigilante ce dernier temps. Nous vivons une ac-

calmie à Masambo centre, mais aux environs, l'ennemi y est signalé ", a-t-il exhorté.

Il sied de rappeler que plusieurs civils ont été tués dans la localité de Masambo en mars et avril derniers par des combattants ADF, chose qui a été à la base du déplacement massif des habitants.

Bantou Kapanza Son, à Beni

Maniema

L'élection du gouverneur prévue le 18 octobre

La Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) a fixé l'élection du gouverneur de la province du Maniema au 18 octobre prochain.

Dans un communiqué de presse daté du 23 septembre 2022, dont une copie est parvenue à 7SUR7.CD, la centrale électorale a rendu public un nouveau calendrier dont les dates sont les suivantes :

- Du 14 au 16 octobre : campagne électorale ;

- Le 18 octobre : vote des gouverneur et vice-gouverneur de la province du Maniema par les députés, affichage au bureau de vote et annonce des résultats provisoires par le bureau de la CENI ;

- du 20 au 27 octobre : dépôt des recours en contestation des résultats provisoires devant la cour d'appel du Maniema, faisant office de cour administrative d'appel ;



- Du 28 octobre au 03 novembre : traitement des contentieux des résultats par la cour d'appel ;

- Le 04 novembre : publication des

résultats définitifs par la cour d'appel du Maniema ;

- Du 04 au 06 novembre : notification des arrêts de la cour d'appel à la CENI.

- Le 09 novembre : transmission des dossiers physiques des candidats élus au président de la République pour investiture.

Pour rappel, l'élection du 06 mai dernier avait été remportée par le candidat KindandaKishabongo Hubert avec 18 voix sur 22 votants puis confirmée par la cour d'appel du Maniema avant d'être annulée par le conseil d'Etat.

La justice congolaise avait reproché à l'Assemblée provinciale du Maniema d'avoir aligné, sur la liste électorale, un « électeur » sans qualité.

Morisho Tambwe, à Kindu

Haut-Katanga

Lubumbashi : 2 groupes de criminels démantelés



Au total, 7 présumés bandits ont été arrêtés et présentés par les services de sécurité au gouverneur de province, Jacques KyabulaKatwe, à Lubumbashi le vendredi 23 septembre 2022.

Il s'agit de deux groupes de criminels démantelés ce jour. Parmi eux, 6 criminels ont été interceptés avec des câbles haute tension en cuivre volés à la Société Nationale d'électricité en cuivre au niveau du péage de Kaniaka, une moto et un véhicule. Dans le second groupe, figure un

jeune homme qui s'était évadé d'une cellule de l'armée en sautant du cinquième étage du bâtiment de la mairie de Lubumbashi il y a une semaine, renseignent les services de sécurité du Haut-Katanga.

Le chef de l'exécutif provincial du Haut-Katanga a encouragé l'armée et la Police Nationale Congolaise pour avoir mis en pratique les instructions issus du dernier conseil provincial de sécurité dans le but de mettre fin au banditisme urbain.

« Je salue la région militaire ainsi que la police nationale congolaise pour ce joli coup de filet. Je voudrais aussi lancer l'appel à la population de continuer à faire confiance à nos forces armées et à la police pour qu'ensemble nous puissions démanteler tous les réseaux », a souhaité Jacques KyabulaKatwe à la presse locale.

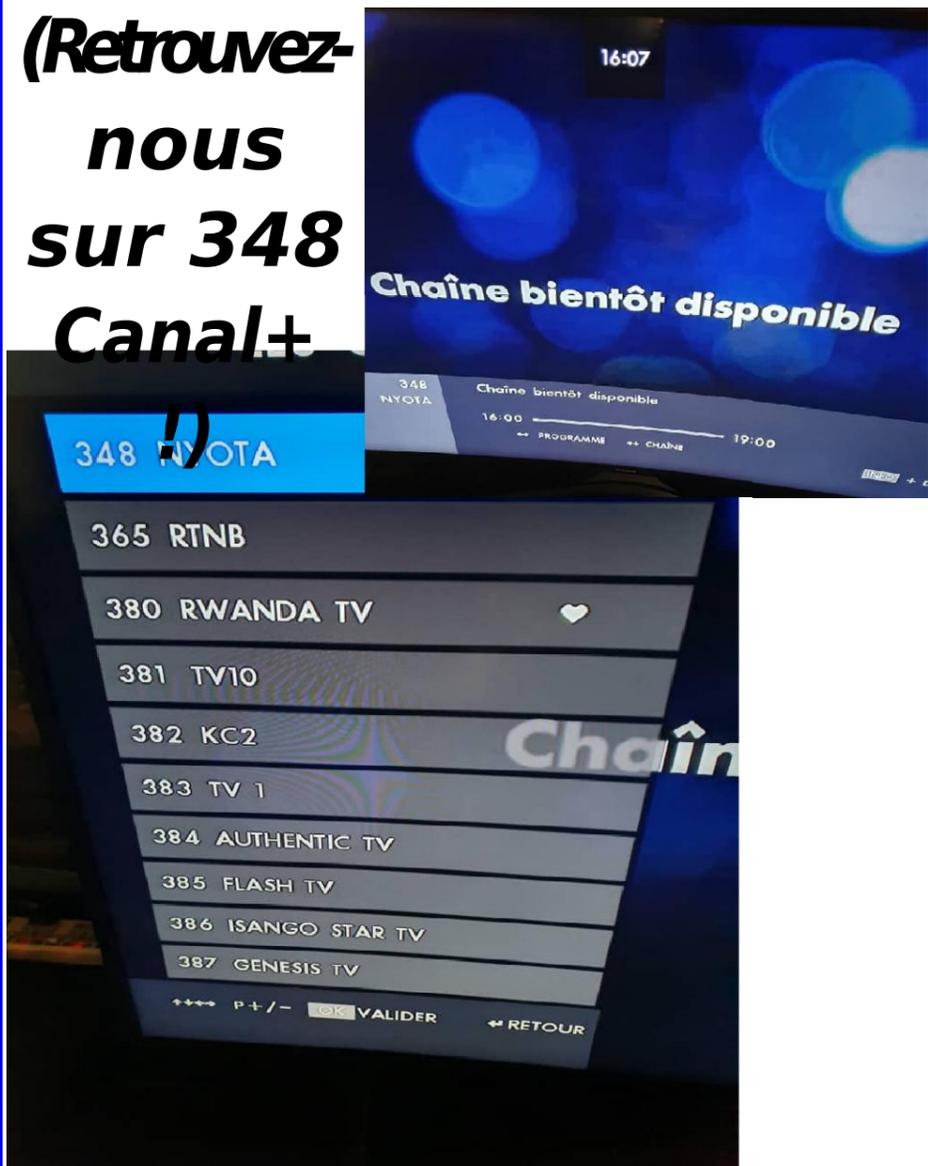
Le mardi 21 septembre dernier, le gouvernement provincial a, lors d'une réunion de conseil de sécurité tenue à Likasi située à 120 kilomètres de Lubumbashi, institué la patrouille nocturne mixte FARDC et Police dans l'objectif de lutter contre l'insécurité qui sévit dans les grandes villes du Haut-Katanga dont Kasumbalesa, Likasi et Lubumbashi.

Arrêt sur image



Nyota TV sur Canal+

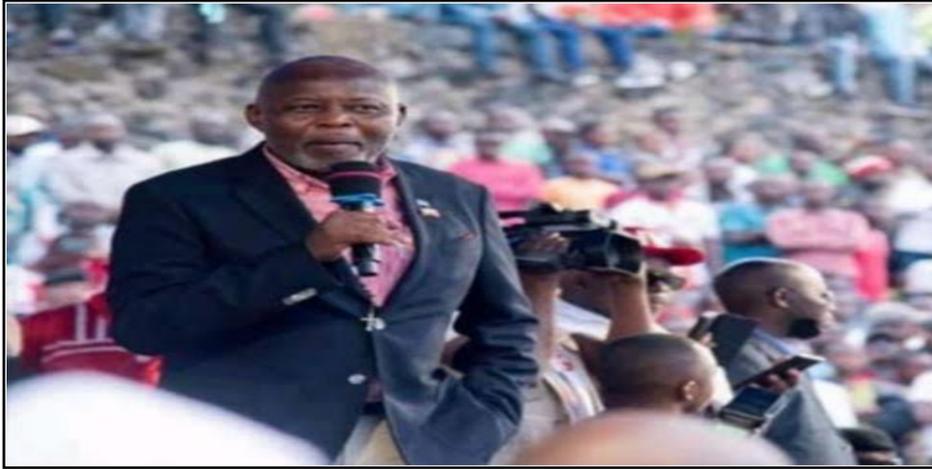
(Retrouvez-nous sur 348 Canal+)



Tout compatriote pouvant la mener s'il le veut ou le peut

La mission de Vital Kamerhe à l'Est nécessite soutien...

Pendant que Mgr Dominique Uringi s'inquiète d'avoir vu à Berlin la RDC redessinée en 4 Etats, le général Langley, nouveau commandant de l'Africom, révèle que la sécurité future des Etats-Unis dépend de l'Afrique...



La veille de l'ouverture de l'assemblée générale ordinaire de l'Onu, Antonio Guterres reconnaît dans une interview à Rfi/France 24 le surarmement du M23. Le jour de l'ouverture le 20 septembre 2022, Félix Tshisekedi balaie d'un trait tous les prétextes brandis jusque-là par le Rwanda pour justifier ses multiples agressions. Il met en exergue toutes les initiatives, portant la caution de la communauté internationale, pour un retour à la paix pérenne à l'Est. Entre-temps, en séjour dans cet espace, Vital Kamerhe mène une campa-

gne qui traduit la détermination des autorités congolaises d'explorer toutes les voies existantes pour atteindre cet objectif. On ne le dit pas assez, la paix y est en perturbation continue depuis une soixantaine d'années. Au lieu alors de se livrer à des insinuations malveillantes à l'endroit des nationaux en mission dans ce cadre, les faiseurs d'opinion devraient plutôt les encourager à promouvoir des solutions indiquées en tenant compte de l'environnement régional, africain et mondial...*

Vous avez vraiment dit 60 dernières années ?

Dans des vidéos extraites de la filmothèque de la Rtb (Radiotélévision belge de la communauté française), on voit bien et entend parfaitement Joseph Kasa-Vubu et Patrice-Emery Lumumba parler d'insécurité à l'Est.

Si pour Lumumba, assassiné en janvier 1961, allusion est faite à la sécession du 11 juillet 1960 au *Katanga* , pour Kasa-Vubu par contre en plus la rébellion

lumumbiste en *Province Orientale* et la rébellion muleliste au *Kivu* .

S'agissant particulièrement du Kivu, plusieurs officiers de l'Anc en ont marqué l'histoire avant le coup d'Etat du 24 novembre 1965 : général Léonard Mulamba et major Vangu tué en 1964. Le Kivu, c'est aussi le maquis de Laurent-Désiré Kabila où sont nés les jumeaux Joseph et Jaynet Kabila.

Succession d'événements interpellateurs autour du m23

Ce rappel confirme la thèse d'une insécurité ambiante dans ces trois des six provinces formant le Congo le 30 juin 1960, les autres étant *Equateur* et *Léopoldville* à l'Ouest et *Kasaï* au Centre.

Six décennies après, la

cartographie des groupes armés est à la fois éloquente et édifiante : *la guerre n'a jamais quitté les trois provinces de l'Est* .

Pour y mettre fin, plusieurs initiatives ont été prises et continuent d'ailleurs de l'être : expédi-

tion armée, négociations politiques directes, négociations diplomatiques indirectes, recours aux armées étrangères, barzas communautaires et intercommunautaires, etc.

Dans son discours du 20

septembre 2022 à l'Onu, Félix Tshisekedi en fait le descriptif jusqu'à déplorer le rejet de sa main tendue à l'un des protagonistes qu'il a d'ailleurs cité nommément : le Rwanda en tant que parrain du M23.

Menace réelle de balkanisation

Que faire alors ? Un chef d'Etat africain avait relevé dans un discours que l'expérience l'a suffisamment prouvé : *toutes les guerres se terminent finalement autour d'une table, même celle aboutissant à la capitulation* .

Moralité : il va falloir s'y résigner mais en se préparant conséquemment.

Dans ce cadre, Vital Kamerhe est en tournée à l'Est dans le rôle qui lui sied bien depuis plusieurs décennies : *entendre, comprendre et répondre* . Sa vie politique est intimement liée à cette partie du pays dont il est originaire.

Aussi, face au danger réel de balkanisation qui menace le pays – Patrice-Emery Lumumba l'avait plus d'une fois dénoncé au cours de ses

six pauvres mois et demi de pouvoir (30 juin 1960-17 janvier 1961) – il n'est pas indiqué, aujourd'hui, de chercher la *petite bête* avec d'insinuations déplacées.

En effet, depuis la dernière décision du Conseil de sécurité de l'Onu de juin 2022 de maintenir l'embargo sur les armes, il s'est produit au pays une succession d'événements interpellateurs autour du M23 : prise de Bunagana, aveu de surarmement confirmé par Antonio Guterres, rapatriement forcé (mais heureusement arrêté) des réfugiés congolais du sol ougandais etc. en violation du Droit international), etc.

Aussi, toute personnalité publique – peu importe son statut – en mesure de contribuer au retour à la paix à l'Est doit être encouragée.

C'est une politique internationale et nationale

Et pour cause ! Le rappel historique ci-dessus incite à admettre que l'Est du pays suscite des convoitises dans le chef des personnes physiques et morales sans scrupules. Convoitises constatées et dénoncées d'ailleurs par Mgr Dominique Uringi, évêque du diocèse de Bunia.

En séjour en 2020 à *Berlin* , le prélat a vu la « *nouvelle carte du Congo avec 4 Etats* » . « _Nous sommes des instrumentalisés pour balkaniser notre propre pays sans le savoir, parce que nos leaders nous donnent un peu d'argent, mais demain nous serons des esclaves de ceux qui occuperont notre pays et c'est là où nous tirerons toutes les conséquences_ » , a-t-il affirmé après l'observation selon laquelle « _Aujourd'hui, si nous mourons notamment à Djugu, c'est à cause de ce plan de balkanisation de notre pays pour que le Nord-Kivu, l'Ituri soient un autre pays. C'est une politique d'occupation des terres, c'est-à-dire que les rwandais et d'autres puissent occuper notre pays pour exploiter nos richesses, notamment le pétrole vers le lac Albert sans qu'on en bénéficie_ » .

Et le prélat de renchérir : « _C'est une politique internationale et nationale. Il y a même certaines autorités de notre pays qui sont déjà complices pour ce plan, donc elles ont déjà accepté_ » . Auparavant, il a fait cette révélation : « _J'étais en Allemagne, on m'avait montré une carte de balkanisation sur laquelle notre pays a

été divisé en quatre_ » .

Pour ceux qui ne le savent pas, l'Allemagne – dont Berlin est la capitale – abrite à *Stuttgart* la structure appelée *Africom* (« Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique » ayant pour mission essentielle de « _travailler avec des alliés et des partenaires dans le cadre d'une approche pangouvernementale où la défense soutient les efforts diplomatiques et de développement pour faire face aux menaces de sécurité partagée_ » .

Dans son communiqué du 8 août 2022 intitulé « *Langley prend le commandement du Commandement américain pour l'Afrique* » , le nouveau patron d'Africom, Michael Langley, a déclaré « _Les trois dernières années ont été une éducation et l'Afrique est infiniment fascinante, le continent est grand, complexe et diversifié. L'Amérique ne peut pas se permettre d'ignorer l'Afrique – la future sécurité de l'Amérique – et je crois que la prospérité dépend d'une Afrique plus sûre et plus prospère_ » . Euphémisme pour dire « *une Afrique selon la volonté des Etats-Unis* » .

Et que font les Congolais ? Ils tournent en dérision toute initiative susceptible de sauver leur pays d'une mort planifiée, se focalisant sur l'accessoire (l'auteur de l'initiative) au détriment de l'essentiel qu'est l'initiative elle-même, sans offrir l'alternative qui convient.

Sacrés Congolais !

Omer Nsongo die Lema

Courage apprécié À la tribune de l'ONU, le Premier ministre par intérim malien n'épargne personne

Lors de l'avant-dernière journée de la 77e Assemblée générale des Nations unies, Abdoulaye Maïga est venu en force avec une délégation et une trentaine de manifestants hostiles à la France. Dans un discours très offensif, il a multiplié les critiques virulentes, notamment à l'égard de la Côte d'Ivoire et de la France.



fondement anti-français pour avoir renié les valeurs morales universelles, ont trahi le lourd héritage humaniste des philosophes des Lumières et se sont transformées en une junte au service de l'obscurantisme. »

La France « soutient et arme les terroristes », a-t-il clamé, disant disposer de preuves pour le Conseil de sécurité. Une « junte française » qui « instrumentalise » des droits de l'Homme pourtant « respectés » au Mali.

PUBLICITÉ

Solennel, froid, en grand batin blanc, Abdoulaye Maïga n'a épargné personne lorsqu'est venu le moment pour lui de prendre la parole à la tribune de l'ONU. Ni **Antonio Guterres**, le secrétaire général des Nations unies, à qui il a aimablement rappelé qu'il n'était pas un « chef d'État ». Ni le président bissau-guinéen, **Umaro Sissoco Embaló**, qui préside la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Ni le président nigérien, **Mohamed Bazoum**, qualifié « d'étranger qui se réclame du Niger ».

Mais ses attaques les plus dures ont visé la France, avec une formule répétée trois fois sous les applaudissements de sa délégation : « Les autorités françaises, pro-

Le président ivoirien, Alassane Ouattara, a aussi eu droit à ses cinq minutes et une moquerie sur les troisièmes mandats. Sur **l'affaire des 46 soldats ivoiriens détenus au Mali**, rien de nouveau. Les autorités de Bamako « ne s'ingèrent pas dans les affaires judiciaires », a juré **Abdoulaye Maïga** : « Les récentes synchronisations des actions et l'organisation des éléments de langage, consistant à faire passer le Mali, mon pays, du statut de victime à celui de coupable dans cette affaire des mercenaires, sont évidemment sans effet. »

Un engagement a été pris toutefois : des élections libres en 2024, pour un Mali « libéré des forces obscurantistes et destructrices du monde ».

Congo-Russie Signature à Brazzaville de cinq nouveaux accords de coopération

La République du Congo et la Russie ont signé vendredi à Brazzaville une nouvelle série d'accords de coopération.

« La signature de cinq accords de coopération (...) contribue à la consolidation de nos relations », a déclaré Denis Christel



SassouNguesso, ministre congolais de la Coopération internationale et de la promotion du partenariat public privé.

Le ministre, qui est aussi le fils du chef de l'État congolais Denis SassouNguesso, a paraphé ces accords avec le premier vice-ministre russe de l'Énergie, Pavel Sorokine.

Les accords conclus et mémorandums signés concernent les technologies de l'information et de la communication, la santé, la recherche, les technologies et activités innovatrices, la culture physique et les sports.

Le Congo et la Russie ont des accords de coopération depuis 1964. Cette coopération était plus

axée jusqu'alors sur la formation militaire et l'éducation. Officiellement, la Russie reçoit en moyenne 150 étudiants congolais par an.

Brazzaville envisage par ailleurs de construire un oléoduc de plus de 1.000 kilomètres pour lequel l'entreprise russe Prometey a été désignée comme maître d'ouvrage. La durée des travaux et leurs financements ne sont pas encore précisés.

Depuis que la Russie a lancé son offensive sur l'Ukraine en février, le Congo-Brazzaville s'affiche comme un pays « neutre » dans ce conflit, à l'instar de nombreux autres pays africains.

En mars, il avait été parmi les 35 pays qui s'étaient abstenus lors du vote d'une résolution de l'ONU « exigeant que la Russie cesse immédiatement de recourir à la force contre l'Ukraine ».

Une grève des contrôleurs aériens paralyse plusieurs aéroports africains

D'Abidjan à Douala, en passant par Ouagadougou, le message est similaire : « Aucun vol n'a décollé, ni atterri ». Pour l'Asecna, il s'agit d'une « grève sauvage ».



Une grève des contrôleurs aériens paralysait vendredi plusieurs aéroports africains, notamment celui d'Abidjan où la totalité des vols commerciaux ont été annulés, a-t-on appris auprès de sources aéroportuaires.

Les grévistes réclament notamment une amélioration de leurs conditions de travail et de meilleurs plans de carrière.

« Aucun vol n'a décollé, ni atterri aujourd'hui », a indiqué une source au sein de l'aéroport d'Abidjan, qui a souhaité garder l'anonymat.

« On ne peut pas opérer. Tous nos vols sont annulés », a confirmé à l'AFP le responsable de la communication de la compagnie Air Côte d'Ivoire, Yacouba Fofana.

La compagnie Air France jointe à Abidjan a également confirmé l'annulation de ses deux vols au départ de Roissy, censés atterrir dans la soirée dans la capitale économique ivoirienne, ainsi que de deux vols qui devaient en partir vers la France. Les vols Air France drainent chaque jour des centaines de passagers entre les deux pays. Le mouvement de grève, lancé par l'Union des syndicats des contrôleurs aériens de l'Asecna (USYCAA), a débuté vendredi matin à 08H00 GMT et doit durer 48 heures.

«Mouvement général»

L'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna) compte 18 États membres, principalement des pays d'Afrique francophone.

« C'est un mouvement général », a déclaré à l'AFP un responsable de l'USYCAA au Burkina Faso, qui affirme que « le service

minimum est assuré pour les vols militaires et humanitaires ».

Abidjan n'est donc pas le seul aéroport concerné par des perturbations d'ampleur.

Aucun avion n'a atterri ou décollé de l'aéroport de Ouagadougou, selon des sources aéroportuaires.

A Bamako, quasiment tous les vols commerciaux ont été annulés, a dit un responsable de l'aéroport souhaitant rester anonyme.

Une responsable d'une agence de voyages de Dakar a également fait état de passagers coincés à Lomé, au Togo.

A Dakar, cinq vols sur 17 ont été annulés, selon un responsable de l'aéroport, là aussi sous le couvert de l'anonymat.

Et l'Afrique centrale n'était pas non plus épargnée : au Cameroun, la compagnie nationale Camair-Co a indiqué sur Twitter que la grève a conduit « à l'annulation de tous ses vols » vendredi.

« La grève se poursuit », a prévenu le syndicat national des contrôleurs aériens de ce pays. Vendredi, dans un communiqué, l'Asecna a déploré la tenue de cette « grève sauvage », malgré l'interdiction de celle-ci « par tous les tribunaux saisis ».

Les autorités sénégalaises avaient « saisi la justice et cette dernière a suspendu la grève et réquisitionné les aiguilleurs ».

Malgré cette réquisition, les aiguilleurs n'étaient pas dans la tour de contrôle vendredi matin et les autorités les ont remplacés par des militaires de l'armée de l'air », a expliqué le responsable de l'aéroport de Dakar.

En Côte d'Ivoire, le ministère des Transports a qualifié cette grève d'« illégale », expliquant que la justice ivoirienne avait suspendu jeudi le préavis.

Le ministère regrette que la grève intervienne alors que la « dynamique de dialogue est enclenchée ».

Un premier préavis de grève avait été posé pour le 25 août dernier, mais le mouvement avait finalement été suspendu et des négociations entamées.

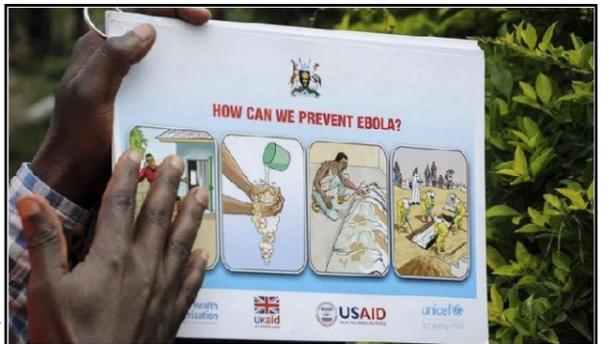
Ebola Après la flambée en Ouganda, la Tanzanie se prépare

Face à la nouvelle flambée d'Ebola en Ouganda, les pays voisins se préparent à une éventuelle propagation. En Tanzanie, les autorités ont fait savoir, vendredi 23 septembre, qu'elles intensifiaient le contrôle de leurs frontières. Elles ont aussi lancé des campagnes de sensibilisation dans les écoles. Objectif : arrêter la propagation de cette fièvre hémorragique qui a fait déjà 11 morts.

L'alerte a été renforcée dans les régions situées de part et d'autre, entre la Tanzanie et l'Ouganda, notamment à Dar es Salam, la capitale tanzanienne, à Mwanza et à Kagera, au nord de Kampala. Dans ces régions, le brassage est important. La consigne aux populations est donc de rester vigilantes.

« Si elles rencontrent une personne présentant des symptômes d'Ebola, elles doivent alerter un centre de santé. Comme il s'agit d'une maladie virale, les symptômes peuvent être de la fièvre, des vomissements, mais le signe le plus visible est le saignement dans les orifices. Nous avons activé les équipes d'intervention pour identifier les zones à risque, elles doivent se rendre sur place et expliquer aux communautés ce qu'elles doivent faire en cas d'infection », explique Aifello Sichahe, chef de service médical au sein du ministère de la Santé tanzanien.

Des équipes médicales composées de 12 personnes opèrent actuellement dans les 26 régions de la Tanzanie. **Pour limiter**



toute propagation d'Ebola, les autorités tanzaniennes ont également mis en place cinq centres d'isolement pour traiter les malades dès les premiers symptômes, et travaillent à renforcer les contrôles des voyageurs dans les aéroports et les ports. Aucun cas de la souche « soudanaise » d'Ebola n'a encore été détectée.

Une réunion extraordinaire regroupant tous les médecins régionaux aura lieu ce lundi 26 septembre, où la stratégie de riposte devrait être à l'ordre du jour.

50 ans de l'AICA/RDC : un appel à la relève par la jeunesse



L'Association internationale des critiques d'arts/République démocratique du Congo a soufflé sur ses 50 bougies depuis sa création. La cérémonie a eu lieu dans la salle de promotion de l'Académie des beaux-arts à Kinshasa. A l'occasion, le président de cette association scientifique, Bruno Ilunga Musanga a lancé un appel à la jeunesse afin d'assurer la relève pour une critique d'arts plus prolifique. A l'occasion des festivités de 50 ans de l'AICA, différents orateurs ont avancé plusieurs perspectives à Ouragan.cd pour le renforcement de cette institution dans la sphère culturelle congolaise. Le président de l'AICA, Bruno Ilunga a déploré le fait que l'effectif des membres de son association se soit effrité avec le temps. Il est devenu plus que nécessaire à ce niveau de former la jeunesse. **« Nous sommes devenus très peu nombreux. Il y a plusieurs avec qui nous avons commencé, d'autres sont malades. Il y a ceux-là qui sont décédés. Et maintenant notre cercle de réflexion, est resté avec très peu de membres qui sont assidus. Nous sommes**

aujourd'hui à cinq alors qu'à l'époque nous étions nombreux... », a déploré Bruno Ilunga, avant de renchérir sur la critique elle-même qu'avec des artistes, la présence de l'AICA est effective. Et que les artistes reconnaissent et sollicitent souvent l'apport des critiques d'arts à l'occasion des vernissages, des formations dans leurs ateliers. L'apport des critiques d'arts se révèle non négligeable dans les productions des supports de communication des artistes en termes d'enrichissements (**pro folio, catalogues et dépliants**). Et dans les médias, les critiques d'arts s'illustrent par leurs interventions à la grande joie du public. **« Les artistes pensent et créent mais ils n'écrivent pas. Il revient à nous, critiques d'arts, d'apporter des notes explicatives. Nous comptons sur la relève de la jeunesse. Nous ne pouvons pas nous éterniser à l'AICA. Que la jeunesse vienne pour que nous puissions la former. Ceux qui ont la sensibilité à parler de l'art, sont les bienvenus dans notre association scientifique »**, a martelé le critique d'arts, Bruno Ilunga.

Hommage aux bâtisseurs de l'AICA/RDC

Je suis très fier de ses 50 ans d'existence de l'AICA. L'Académie est ce qu'elle est par l'existence de l'AICA, par l'esprit critique qui l'anime. Bien sûr, il reste beaucoup de choses à faire. C'est une structure qui vous rappelle le mot critique lui-même, ce cours de critique d'arts même dispensé à l'Académie qui vous rappelle qu'on ne doit pas pratiquer l'art sans le recul ; On ne peut pas pratiquer l'art sans se rassurer que nous appliquions les règles qui pourront faire en sorte que les œuvres que nous produisons, soient des vrais terrains de communication. Je suis très heureux et je revois encore beaucoup d'images parce que j'ai connu beaucoup de grands critiques d'arts qui sont des bâtisseurs...», a indiqué le directeur général de l'Académie des beaux-arts, docteur Henri Kalama Alulez.

En termes de témoignages, le sculpteur maître Kamanda Ntumba revient sur l'âge de l'AICA en tant que secrétaire général honoraire. **« C'est vraiment un témoignage émouvant parce que l'AICA fête ses 50 ans mais dans les 50 ans, moi j'en compte 40. 40 ans de pratique de la culture d'arts ; 40 ans en tant que membre de l'AICA/RDC, ça fait beaucoup de souvenirs. Tout ce monde qui a été cité lors de cette commémoration, qui a été à la base de la création de cette association,**

Le rôle d'un critique d'arts ...

D'après Bruno Ilunga, le rôle d'un critique d'arts, c'est de promouvoir l'œuvre. L'artiste a travaillé mais beaucoup de gens n'ont pas le langage artistique. Le critique d'arts vulgarise. Il apporte un changement dans le travail de l'artiste. Il fait une deuxième lecture de l'œuvre de l'artiste. Si on ne parle pas de l'artiste. Il ne se renouvelle pas... le critique booste l'artiste à travailler davantage. Et quant au professeur Henri Kalama, en tant qu'artiste peintre, il a témoigné qu'il a le cours de critique d'arts par le professeur Musangi Ntemo. **« Un pratiquant des techniques artisanales sans le critique n'est qu'un artisan. Parce qu'être artiste suppose avoir une dose de critique, notamment dans le choix des éléments, donc des indices phénoménologiques, pour savoir quel est le message qu'on voudrait passer. Il n'y a qu'une personne qui vous aide à organiser votre pensée. Il vous pose la question pourquoi vous peignez ? Pourquoi vous faites cette scul-**

ture ? Déjà si vous pouvez répondre à ces questions. Vous êtes déjà dans une démarche artistique. Pourquoi cette orientation ? Pourquoi telle thématique ? Les artistes sont supposés avoir toutes ces dispositions avant de s'engager dans une création », a démontré le professeur Henri Kalama.

Le Dg de l'ABA estime que les 50 ans de l'AICA ont beaucoup contribué à légitimer son institution, à lui donner ce visage scientifique et la crédibilité actuelle. L'orateur a conclu par des perspectives entre autres de créer au sein de son institution, un cadre pour former les jeunes, un département des études curatoriales pour quitter le terrain laudatif et entrer dans le fond du problème. **« Il ne suffit pas de se contenter de présenter l'œuvre de l'artiste mais surtout de détecter la valeur scientifique, esthétique et artistique de l'œuvre »**, a indiqué le Dg de l'ABA, Henri Kalama.

Kinshasa

Le Centre Wallonie-Bruxelles inaugure son nouveau temple de la culture

Désormais, un nouveau temple de la culture s'élève au cœur du quartier des affaires de Kinshasa (Gombe). Il s'agit du tout nouveau bâtiment du Centre Wallonie-Bruxelles de Kinshasa. Cet édifice qui est élevé en hauteur en matériaux durables, du béton, abrite trois grandes salles polyvalentes et quelques bureaux pour son administration. Il est pourvu au rez-de-chaussée d'une grande salle des spectacles de 260 places assises. Et sans compter que les deux autres niveaux ont deux grandes salles pouvant abriter des expositions. Ce bâtiment peut servir des ateliers résidence pour quelques artistes de passage en RDC (chambres, cuisines et salles de bain). Imposante, cette infrastructure est couverte par une terrasse au balcon qui donne une vue panoramique sur la ville de Kinshasa. Elle peut aussi accueillir certaines activités culturelles. Pierre-Jeholet, président du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a profité de son séjour à Kinshasa pour inaugurer ce joyau culturel en compagnie de sa déléguée, Kathryn Brahy, de la ministre congolaise de la Culture, arts, patrimoines, Catherine Kathungu Furaaha ainsi que Mme Yollande Elebe Ma Ndembo, en charge de la Décentralisation, Francophonie et porte-parole du gouvernement provincial. Ce temple culturel est à mettre à l'actif de Kathryn Brahy et son équipe qui a mené à bien ce projet jusqu'à sa concrétisation et ce, mal-



gré quelques contraintes. Cette œuvre a pris une année pour sa construction. Il a fallu attendre trois ans après la remise de la clé de ce bâtiment à la Délégation Wallonie-Bruxelles par l'entrepreneur pour être inauguré.

A l'occasion, la tradition bantoue a été respectée. A l'honneur des esprits des ancêtres Teke, propriétaires des terres de la ville de Kinshasa, du vin de palme a coulé sur les parvis du bâtiment à l'inauguration.

La cérémonie a été soutenue par des danseurs d'un ballet folklorique, lesquels ont accueilli les partenaires culturels venus nombreux pour la circonstance. La ministre Catherine Kathungu a levé sa voix pour demander le soutien des ancêtres à préserver ce temple de la culture contre toute attaque invisible et visible. Symboliquement, elle a éteint la soif des aïeux après avoir aspergé quelques mesures de « Nsamba » (ndlr : boisson locale, vin de palme).

Congo Biennale 2 vivifie l'héritage de l'afro-descendance



La deuxième édition du festival international d'art contemporain Congo Biennale se tient du 16 septembre au 23 octobre 2022, dans la salle d'exposition de Kin art studio, dans la commune de Ngaliema, à Kinshasa. Plus d'une quarantaine d'artistes séjournent déjà dans la métropole congolaise pour commémorer cette messe de l'art contemporain dédiée à la création congolaise, africaine et internationale. Cette grande fête de l'art est supervisée par deux curateurs internationaux notamment Armelle Dakao et Fahamu Pecou. Elle porte sous les projecteurs les jeunes artistes prometteurs et confirmés, connus ou non, vivant en République démocratique du Congo ou issus de la diaspora, dont le travail se distingue par l'originalité et la contemporanéité. Pour le coordonnateur et initiateur de ce projet, Vitshois Milambwe Bondo, la deuxième édition de Congo Biennale planche sur le thème **« Souffle des ancêtres »**. Cette thématique se réfère à l'environnement, à la nature et aux anciens entourant le monde dont la liaison est assurée par les différentes réalisations artistiques.

Pour l'orateur, la thématique **« le Souffle des ancêtres »** permet de revivre le passé et d'en faire la continuité, et aussi il offre une opportunité aux enfants de la diaspora de retrouver le chemin de leur

terroir. Pour l'orateur, cette deuxième croisade d'art contemporain cimente les liens entre l'Afrique, sa diaspora et ses afro-descendants. Elle développe les échanges artistiques entre les différents continents en puisant sur leurs racines communes et la diversité de leurs expressions culturelles.

A travers Congo Biennale, Vitshois Milambwe veut renforcer l'écosystème dans l'art. Il met en place un dispositif qui va permettre aux artistes congolais à bosser de façon professionnelle. Congo Biennale propose sa politique culturelle au-delà de celle du gouvernement qui traîne encore le pied. La Biennale permet la mobilité aux artistes et en même temps elle se constitue une plateforme réunissant des artistes issus de la diaspora, des afro-descendants. Donc pendant une quarantaine de jours, les artistes pluridisciplinaires notamment designers, architectes, historiens de l'art, curateurs, critiques d'art... vont croiser leurs talents en toute convivialité. Congo Biennale est le vivier culturel qui permet des échanges enrichissants entre artistes. Chacun dans sa valise apporte son projet artistique dans cette messe de l'art contemporain à la grande joie du public, pour ne pas dire, contemplateurs.

Cette croisade artistique se déploie dans plusieurs sites notamment Kin art studio, l'Académie des Beaux-arts, l'Institut français, le Centre culturel le Mont des arts, l'espace culturel Texaf Bilembo ainsi que le Musée national de la RDC. Le vœu de Nicolas Patience Basabose est de voir le Congo Biennale devenir une institution à part entière au soutien à l'art contemporain. Cette biennale revient à la charge après une année d'interruption due à la pandémie de Covid-19.

A NDOLA, TPM-AZAM 1-1

Encore Sozé Zemanga pour éteindre les Tanzaniens!



Menés au score pendant 40 minutes, les Corbeaux ont arraché le match nul grâce à une frappe de Sozé ZEMANGA dans le dernier quart d'heure. Prochaine étape : les derniers réglages à Lubumbashi avant de rejoindre Kampala.

Dès les premiers instants, les Tanzaniens prenaient le contrôle du ballon et tentaient de déborder le bloc mazembien. Le TPM concédait une première occasion à la 12ème. Les Corbeaux

subissaient avec cette première alerte mais se montraient solides. Cependant, dans la foulée, Serge MUKOKO réagissait par une frappe à l'entrée de la surface, la claquette du gardien tanzanien sauvait son équipe.

Bien avant la mi-temps, une grosse erreur de main du gardien Suleman SHAIBU offrait à Azam FC l'ouverture du score à la 37ème! Le TPM rentrait au vestiaire avec ce retard d'un but bien évitable!

Au retour des vestiaires ce sont les joueurs de Franck DUMAS qui avaient les situations les plus chaudes, avec Merceil NGIMBI ou Meschack TSHIMANGA sur les côtés. En pointe, Jephthé KITAMBALA avec Adam BOSSU en appui étaient contraints de se contenter de coups de génie, comme sur cette ouverture, une déviation de KITAMBALA et un débordement de BOSSU puis une frappe en retrait : Et finalement, grâce à une frappe tranchante en pleine lucarne, ZEMANGA et les Corbeaux obtiennent l'égalisation (1-1, 77ème), permettant aux siens de repartir de Zambie avec un match nul.

L'équipe : Suleman SHAIBU, Johnson ATIBU (Magloire NTAMBWE 46ème), Kabaso CHONGO, Othniel MAWAWU, Serge MUKOKO (Meschack TSHIMANGA 46ème), Amédée MASASI (Boaz NGALAMULUME 81ème), Christian KOUAME (Sozé ZEMANGA 46ème), Fily TRAORE (Jephthé KITAMBALA 46ème), Étienne MAYOMBO (Merceil NGIMBI 46ème), Kelvin BILEKO (Youssifou ATTE 81ème) et Adam BOSSU (Rainford KALABA 65ème).

Fécofa

Umbro Sa, le prochain équipementier officiel des équipes nationales de la RDC

La Fédération congolaise de football association (FECOFA) annonce, dans un communiqué rendu public le 24 septembre, que l'entreprise Umbro Sa a été retenue en première position sur la liste restreinte pour devenir le prochain équipementier officiel des équipes nationales de la République Démocratique du Congo.

Cette décision a été annoncée à la clôture de la mission de la commission ad hoc mise sur pied par la Fédération congolaise de football association pour évaluer les offres reçues.

« Un contrat d'engagement pour un partenariat gagnant-gagnant d'une durée de trois années est en préparation avec le candidat équipementier officiel potentiel pour la marque Umbro. A travers la mise en œuvre de ce contrat, approuvé par le comité exécutif de la FECOFA, le nouvel équipementier s'engage à garantir à la Fédération des avantages globalement plus intéressants par rapport à ceux proposés par les trois autres candidats retenus et qui ont concouru sur la même liste restreinte », indique le communiqué.

Le même document fait remarquer que l'entreprise Umbro Sa propose des conditions répondant aux attentes édictées par la FECOFA et adaptées au projet qu'elle veut mettre en place.

La FECOFA cite notamment « l'engagement du partenaire technique à équiper chaque année, et cela gratuitement, l'ensemble des sélections nationales de football de la République Démocratique du Congo, partant des sélections sénières A masculins, aux équipes de jeunes (mixte) en passant par les féminines (sénières et jeunes), avec en prime l'équipement des phases de play-off du Championnat national féminin, du Championnat national des U17 ainsi que les participants à la Coupe du Congo, lors des phases finales ».

L'engagement de répondre au projet de merchandising et sponsoring, en vue de créer une relation particulière et de confiance avec les nombreux fans du ballon rond dans le pays et/ou au sein de la diaspora, ajoute la FECOFA.

Pour ce faire, un éventail des équipements, maillots, articles et autres accessoires de football à l'effigie des Léopards, sera mis à



disposition des fans des équipes nationales « à des prix adaptés ».

Eu égard à la confidentialité contractuelle exigée par la procédure finalisée, « la FECOFA n'avait pas divulgué les noms tant des soumissionnaires que des autres marques finalistes ; tout comme elle s'abstient de publier l'ensemble des accords entre les parties pour le bon déroulement de leur collaboration. Ce, en dehors de ses obligations internes, légales et/ou institutionnelles », argumente le communiqué.

Umbro SA remplace ainsi l'équipementier O Neills.

Linafoot

Le championnat démarre le 8 octobre

Le championnat national de football de la RDC (VODACOM League I), pour la saison 2022-2023, démarre le 8 octobre prochain.

Tandis que celui de la Ligue 2 est annoncée pour le 22 du même mois.

La commission de gestion de la LINAFOOT a fait cette annonce, ce vendredi 23 septembre, à l'issue de sa réunion tenue à Kinshasa.

Pour cette saison, le format direct est maintenu avec 20 clubs.

Le football club Céleste de Mbandaka va jouer pour la toute première fois de son histoire le championnat de la Vodacom Ligue 1, après avoir terminé champion de la ligue 2 la saison dernière. Ce club du grand Équateur remplace le Racing Club de Kinshasa qui a terminé dernier au classement de la ligue 1 la saison passée.

Le calendrier de ce championnat est attendu dans les prochaines heures, annonce-t-on.



Préparation Qatar 2022

Débuts prometteurs pour le Sénégal, le Maroc et la Tunisie; le Ghana et le Cameroun dominés



Les équipes africaines participant à la Coupe du Monde de la FIFA Qatar 2022 ont eu des fortunes diverses lors de leurs matchs de préparation disputés à l'occasion de la pause internationale. Le Sénégal, le Maroc et la Tunisie ont remporté leurs matchs tandis que le Ghana et le Cameroun ont été battus. Les Lions du Sénégal, champions d'Afrique en titre, ont battu la Bolivie 2 à 0 au Stade de la Source d'Orléans (France) samedi.

Boulaye Dia et Sadio Mane ont marqué en première période les buts ayant assuré la victoire de l'équipe sénégalaise devant un public venu nombreux. Toutefois, bien qu'ils aient dominé la deuxième période, les protégés du coach Aliou Cissé n'ont pas pu convertir les nombreuses opportunités qu'ils ont réussi à se procurer. Cette rencontre selon le coach sénégalais devrait permettre à son équipe de préparer son match contre l'équipe sud-américaine de sa poule, l'Equateur.

Outre cette équipe, le Sénégal jouera dans sa poule contre les Pays-Bas et le Qatar, pays organisateur. Le Maroc a également remporté son match de préparation vendredi en battant le Chili 2-0 au stade RCDE de la ville espagnole de Barcelone. Soufiane Boufal a ouvert le score après avoir converti un penalty à la 66e minute avant qu'Abdelhamid Sabiri ne scelle la victoire à 12 minutes de la fin de la partie.

C'est le premier match du nouveau sélectionneur Walid Regragui nommé à la tête des Lions de l'Atlas à la place de Wahid Halilhodzic qui avait qualifié l'équipe marocaine à la Coupe du monde.

Le match a également marqué le retour de l'attaquant Hakim Ziyech après une absence de neuf mois. Ce ne sera pas un renfort à négliger au vu de son expérience pour la sélection nord-africaine qui aura dans son groupe de gros bras du football mondial, la Croatie finaliste de l'édition de 2018, la Belgique (demi-finaliste) et le Canada.

La Tunisie a aussi gagné son match contre les Comores grâce à un but de son attaquant basé au Koweït Taha Yassine Khenissi.

Le match a eu lieu à Paris (France) jeudi soir.

Les Aigles de Carthage ont peine avant de venir à bout de la défense des Comores, l'une des belles surprises lors de la Coupe d'Afrique des Nations TotalEnergies 2021. « Nous avons joué contre un adversaire qui s'est à nouveau révélé être une équipe de premier plan comme

l'a montré la dernière Coupe des Nations, un adversaire de qualité, avec un bon potentiel et un bon effectif », a déclaré le coach tunisien Jalel Kadri après le match. « Après une première mi-temps difficile, nous avons trouvé notre rythme. La mauvaise qualité du terrain a empêché les deux équipes de jouer un football fluide, mais nous sommes satisfaits de la progression continue de l'équipe qui maintient une dynamique de victoires », a ajouté le technicien tunisien. « Nous avons également atteint notre objectif de voir beaucoup de joueurs en leur donnant du temps de jeu sur le terrain avant la Coupe du monde », a-t-il retenu.

La Tunisie poursuivra sa préparation contre le Brésil mardi. Elle évoluera dans la même poule que la France, l'Australie et le Danemark dans le groupe D de la Coupe du monde. Les quintuples champions du monde ont prouvé leur qualité vendredi en dominant (3-0) les Black Stars du Ghana lors d'un match de préparation joué au Havre (France).

Trois buts marqués en première période par la Seleçao ont eu raison des Black Stars du Ghana.

Marquinhos a marqué le premier but avant que Richarlison ne marque les deux autres buts des Sud-Américains contre les quadruples champions d'Afrique qui poursuivront leur préparation par une rencontre amicale contre le Nicaragua mardi.

Le Ghana affrontera le Portugal, la Corée du Sud et l'Uruguay dans le groupe H de la Coupe du monde.

Le Cameroun, quintuple champion d'Afrique, a également subi une défaite 0-2 contre l'Ouzbékistan. Le point positif, c'est le début de l'ancien jeune international français Bryan Mbeumo avec les Lions indomptables.

Hojimat Erkinov et Oston Urunov ont marqué les buts pour les Asiatiques qui ont battu la sélection camerounaise dans un match joué à Séoul (Corée du Sud).

A l'occasion de ce match, on a noté le retour du défenseur Nicolas Nkoulou dans l'équipe nationale après une absence de cinq ans. Le Cameroun, première équipe africaine à atteindre les quarts de finale de la Coupe du monde, affrontera le Brésil, la Serbie et la Suisse dans le groupe G du tournoi mondial.

Guerre dans l'Est

Le sort du Congo est scellé

Les Congolais de même que leurs dirigeants, ne devraient pas avoir la mémoire courte. Leur territoire, riche en ressources naturelles, a toujours été convoité par toutes les puissances de ce monde. Celles-ci ne sont pas prêtes à lâcher prise pour rien au monde. La situation sur le terrain le démontre à suffisance. Puisqu'ils ne veulent pas se salir les mains en s'impliquant directement et ouvertement, ces rapaces se retranchent derrière de petits félins pour assouvir leurs appétits gloutons et machiavéliques. Ceux qui connaissent leur modus operandi n'ont pas hésité à les qualifier de négriers des temps modernes. Les plus modérés les traitent de néocolonialistes. Les grandes puissances occidentales n'ont aucune considération pour les Africains, en général, et pour les Congolais en particulier. Tous les instruments dots internationaux ont été conçus et imposés aux autres peuples pour pouvoir les dominer et leur dicter la conduite à tenir selon les temps et les circonstances. Les fameux instruments internationaux connaissent une application à double vitesse ; en d'autres termes, selon la tête de la victime. Voilà pourquoi ils se comportent toujours en pyromanes et sapeurs-pompier. C'est de

la distraction pure et simple. L'on dirait même plus, du mépris des faibles à qui ces maffiosi doivent tout ravir à défaut de leur fermer le clapet. Cette intimidation permanente met les Africains en position de faiblesse qui les pousse à chercher des appuis ou des soutiens auprès de ceux-là même qui les endorment par des discours flatteurs. La 77ème assemblée générale des Nations unies de notre argumentaire. Appelé à prendre la parole du haut de la tribune, le président Félix Antoine Tshisekedi n'est pas allé par quatre chemins pour indexer le Rwanda comme instigateur du conflit armé qui sévit dans l'Est de la Rd-Congo. Cela par le truchement de son bras séculier connu sous le nom de M23. Il a rappelé les conclusions du dernier rapport des experts de l'Onu qui attestent l'implication de Kigali dans cette nouvelle guerre d'agression injuste dont est victime la Rdc. Rapport dont il souhaité la distribution sur le champ à tous les membres présents pour s'en convaincre. Fatshi a déploré l'ignorance dans le chef de son voisin agresseur toutes les manifestations de bonne foi à l'égard de ce dernier. Sans nier les faits, le président rwandais a bifurqué pour minimiser les accusations portées con-

tre son pays. Toute honte bue, Paul Kagame a laissé entendre que la crise sécuritaire dans l'Est de la Rd-Congo n'était pas insoluble. Il tenait ainsi la dragée haute en exigeant le retour à la table des négociations. Futé et impénitent, le président rwandais sait qu'il se meut là sur son terrain de prédilection qui peut conduire soit à une impasse soit à une trêve avant de reprendre les hostilités. Deux cas de figure qui lui sont toujours favorables. Il en a l'expérience avec l'Afdl dont la phagocytose a donné naissance au Rdc-Goma, CNDP et aujourd'hui M23. Cette mue n'a-t-elle pas permis au Rwanda de prendre pied sur le territoire congolais de manière durable. Le malheur du Congo c'est d'être seul contre toutes ces puissances qui convoitent ses richesses et son espace. Le Rwandais Paul Kagame et l'Ougandais Yoweri Museveni l'ont savoir à maintes reprises dans des rencontres internationales organisées par leurs parrains aussi bien en Afrique qu'ailleurs. Leur credo est que le Congo est trop riche et trop spacieux pour seulement les Congolais. Comme pour dire que les deux voisins se sentent étouffer et voudraient aller de l'autre côté de la frontière pour « respirer ». Le complot contre la Rd-Congo est indéniable et tous ceux qui ont une parcelle

de pouvoir à l'international y contribue sans gêne. C'est le cas du secrétaire général de l'Onu qui s'est dévoilé dans la presse la veille de la 77ème Assemblée tenue à New - York cette semaine. Antonio Guterres a reconnu que le M23 dispose d'un armement sophistiqué et lourd hautement supérieur à celui de la Monusco. Aveu d'impuissance, s'il en faut, mais en même temps un signe évident que la résolution de la crise sécuritaire en Rd-Congo n'est pas pour demain. Le dialogue ou les négociations, tel que préconisé par la France n'est que de la poudre que l'on jette aux yeux des Congolais. En clair, il s'agit d'une énième distraction en vue de gagner du temps et permettre le réajustement du plan de balkanisation du Congo. La position de la France sur le sujet est connue, à savoir obliger la Rdc à partager ses richesses et son espace avec ses voisins. Emmanuel Macron ne peut pas aujourd'hui prendre le contrepied de Nicolas Sarkozy. Que l'on réchauffe une nouvelle fois les mécanismes régionaux ou africains (Nairobi, Luanda, etc) n'augure rien de bon en termes de résultats, il s'agit au finish d'un piège sans fin.

LR

Sama Lukonde : " Il faut concentrer nos forces là où nous avons véritablement ces forces négatives "



« Nous sommes déjà dans une situation sécuritaire difficile. Il faut concentrer nos forces là où nous avons véritablement ces forces négatives, cette agression que nous avons, qui est activée par le Rwanda. C'est là que nous devons mettre l'énergie ». Cette déclaration du Premier ministre a été faite samedi 24 septembre, à la suite de l'évaluation de l'état de siège en Ituri et au Nord-Kivu.

Sama Lukonde a été dans ces deux provinces, selon la Primature, non seulement pour évaluer la mise en œuvre de l'état de siège, mais aussi pour être aux côtés des familles endeuillées et celles déplacées à la suite des atrocités commises par les forces négatives, dont les ADF et les terroristes du M23 soutenus par le Rwanda.

« Nous avons entamé cette tournée depuis quelques jours, ici à l'Est

de la République démocratique du Congo, en commençant par l'Ituri, où nous avons eu d'abord un Conseil de sécurité, puis des échanges avec toutes les (couches sociales). Cela nous a permis d'avoir un aperçu clair à ce niveau-là, des travaux qui doivent se faire surtout dans la sensibilisation, les discussions intracommunautaires, qui vont déboucher finalement sur des discussions intercommunautaires. Ça, c'est pour la province de l'Ituri. Et, le combat qui doit continuer à se faire en ce qui concerne les ADF, qui continuent à endeuiller nos populations », a expliqué Jean-Michel Sama Lukonde.

Aider les déplacés

Il promet l'implication du gouvernement pour prendre en charge les déplacés et mettre fin à l'insécurité :

« Sur les points saillants, nous avons reçu cette revendication, qui avait été faite par rapport à la MONUSCO. Nous avons discuté avec les mouvements citoyens, avec la société civile. Nous avons fait appel à leur sens de responsabilité, en disant

que la constitution garantit toute forme de revendication, mais la constitution garantit aussi le droit à la vie. Et que c'est important, pour nous, en tant qu'autorités, qui avons la responsabilité justement de la protection des biens et des personnes, que nous soyons toujours au fait en termes de responsabilité. »

Le chef de l'exécutif a aussi échangé avec les différentes couches de la population sur les questions relatives à la sécurité, à la tracasserie militaire et au banditisme.

« Nous estimons que nous, en tant qu'autorités, nous devons suivre ce que la population nous dit et travailler dans le sens de lui garantir son bien-être. C'est une population, qui n'a que trop souffert. Et donc, nous sommes très sensibles aux messages qui nous sont donnés », a-t-il poursuivi.

Sama Lukonde a instruit le gouverneur militaire du Nord-Kivu à trouver, de commun accord avec le conseil provincial de sécurité, le moyen de lever le couvre-feu dans la ville de Goma.